



Le JOURNAL DE L'AFRIQUE n° 8

Investig'Action, mars 2015
www.michelcollon.info

Le Journal de l'Afrique n°8



SOMMAIRE

La une

Par Areito

L'Edito du Journal de l'Afrique n°8

Par Carlos SIELENOU & Olivier A. NDENKOP

APE : l'Union Européenne aime-t-elle les Africains plus que les Grecs ?

Par Guy Marius SAGNA

Burkina Faso : le président de transition obligé de confier sa sécurité aux hommes de Compaoré

Par Jean-Pierre BEJOT

Le Projet franco-américain de partage du Nigéria et du Cameroun se concrétise !

Par Ibrahima Sene

Les Bushmen ne sont pas éternels

Par Lucille Escartin

Comment conjurer la « malédiction des ressources » en Afrique?

Par Naledi Pandor

Les pensées africaines de libération : Ruben Um Nyobe

Par Said Bouamama

Investig'Action - mars 2015 www.michelcollon.info

L' Editorial du Journal de l'Afrique n°8 : priorité à l'économie

Cette édition du Journal de l'Afrique (JDA) a une forte coloration économique. A l'heure où les indicateurs annoncent le décollage de la croissance sur le continent, il était judicieux de s'y pencher pour donner les meilleures clés de compréhension des faits économiques aux lecteurs du JDA.

Votre journal donne la parole aux hommes et femmes de terrain qui partagent ici le fruit de leur expérience, voire de leur combat. Guy Marius SAGNA, (le coordinateur de la Coalition nationale NON AUX APE au Sénégal) examine ces Accords de partenariat économique proposé par l'Union européenne aux Etats africains et conclut qu'il s'agit d'un nouveau contrat de dupes.

Pour sa part, Naledi Pandor la ministre de la Science et de la technologie en Afrique du Sud propose des voies pour éviter la malédiction des ressources naturelles en Afrique.

Autres sujets traités dans cette nouvelle édition : la couverture maladie pour tous en Côte-d'Ivoire, l'adoption d'un nouveau code minier au Maroc, l'inauguration d'un chemin de fer reliant l'Angola à la RD Congo, la mobilisation contre Boko Haram.

Carlos SIELENOU et Olivier A. NDEKOP

BREVES

L'Angola et la RD Congo reliés par un chemin de fer



Le 14 février 2015, l'Angola a inauguré sa nouvelle ligne ferroviaire construite par la compagnie China Railway Construction Corporation (CRCC). Cette voie ferrée longue de 1.344 km relie la ville côtière de Lobito, dans l'ouest de l'Angola, à celle de Luau, située à la frontière avec la République démocratique du Congo. Il s'agit de la deuxième plus longue ligne de chemin de fer construite par une compagnie chinoise en Afrique derrière le chemin de fer Tanzanie-Zambie, construit dans les années 1970.

L'inauguration de cette ligne ferroviaire marque la première étape d'un projet qui vise l'intégration de plusieurs pays de l'Afrique australe. Elle devra se prolonger pour relier les chemins de fer Angola-Zambie et Tanzanie-Zambie.

Le Maroc adopte un nouveau code minier incitatif



Le nouveau Code minier adopté en Conseil de ministres le 17 juillet 2014 a finalement été adopté par la Chambre des représentants marocaine le 4 février 2015. A travers ce Code, les autorités marocaines veulent inciter les investisseurs à s'intéresser aux richesses minières, autres que les phosphates. Contrairement à l'ancienne datée de 1951 et qui limitait les exploitations à 1000 km², la nouvelle réglementation autorise les entreprises à disposer d'un permis sur les superficies pouvant aller jusqu'à 2 400Km².

Jusqu'ici l'extraction des phosphates représente 90% de l'activité minière du Maroc, soit 30% des exportations et 10% du PIB du pays.

Côte-d'Ivoire : vers une assurance maladie pour tous



A huit mois de l'élection présidentielle, la Côte-d'Ivoire lance un ambitieux projet de Couverture médicale universelle (CMU). A fort relent électoraliste, la CMU entrera en fonction en septembre 2015, exactement un mois avant la présidentielle. Les souscripteurs, du secteur public et privé cotiseront 1 000 F CFA (1,5 euro) par mois. EN retour, la CMU prendra en charge 70 à 80% des consultations et examens médicaux, des soins et autres actes hospitaliers.

Le budget de la CMU pour 2015 est de 20,7 milliards de FCFA (environ 32 millions d'euros). Le gouvernement annonce que dès 2016, les personnes indigentes seront couvertes, au frais de l'Etat.

Les pays de l'Union africaine veulent quitter la CPI



Nouvellement élu président de l'Union africaine, Robert Mugabe a aussitôt annoncé le retrait des pays africains de la Cour pénale internationale (CPI) soupçonnée d'être un tribunal raciste à la solde des pays occidentaux. L'annonce de ce retrait pourra intervenir à l'issue du prochain Sommet de l'UA prévu pour le mois de juin Afrique du Sud. Acquitté début décembre 2014 à la Haye par la CPI, le président kenyan Uhuru Kenyatta, signataire du « protocole de Malabo » s'est promptement engagé à verser un million de dollars (500 millions F CFA) pour la création d'une Cour Africaine de Justice internationale et des droits de l'homme.

Yaoundé : 2000 personnes marchent contre Boko Haram



Le samedi 28 février 2015, le « Collectif unis pour le Cameroun » a organisé à Yaoundé, la capitale du Cameroun, une «*Grande marche patriotique de soutien aux forces armées et aux populations de l'Extrême-Nord* » du pays, touchées par les agressions des terroristes de Boko Haram. Cette manifestation a connu la présence effective d'une dizaine de membres du gouvernement.

Les organisateurs avaient annoncé la participation de 50 000 manifestants, mais la police, la gendarmerie et l'armée qui encadraient la marche ont parlé de 5 000 personnes.

APE : l'Union Européenne aime-t-elle les Africains plus que les Grecs ?

"L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère" **THOMAS SANKARA**

Le fait que l'Union Européenne (UE) n'arrive pas à régler la crise grecque ne devrait-il pas ouvrir les yeux de nos dirigeants sur les réelles intentions et motivations de l'UE ? Car si les motivations de l'UE sont humanistes que ne commencerait-elle pas au pas de sa porte ? Si l'UE ne peut pas régler ou ne veut pas régler la crise grecque, comment voudrait-elle ou pourrait-elle aider les africains ?

Par **Guy Marius SAGNA***



Le camp qui défend les Accords de Partenariat Economique (APE) au Sénégal (au moins l'APR et l'AFP) et ailleurs est inaudible, invisible. Au Sénégal, les agents des différents ministères concernés ont reçu des consignes fermes : pas de débat public avec le camp du non aux APE !

Dans un contexte où le président de la république du Sénégal vient d'affirmer sa disponibilité à dialoguer avec l'opposition cela paraît paradoxale qu'il refuse de discuter avec ceux qui tout au long de 2014 n'ont eu de cesse de demander le dialogue sur les APE.

Plus de 20 organisations au Sénégal, regroupées notamment dans la Coalition Nationale NON AUX APE et le Collectif NON AUX APE, sont opposées à ces APE. Le dialogue s'impose sur un sujet d'une importance capitale pour l'avenir du peuple sénégalais. Le président de la République du Sénégal nous pousserait-il à la radicalisation ?

Il paraît plus simple de trouver une aiguille dans une meule de foin qu'un avantage de ces APE (Accords de partenariat économique) pour les peuples du Sénégal et des autres pays de la CEDEAO et de l'Afrique. Gageons que le dialogue permettra de dévoiler ces avantages. L'actualité c'est aussi la crise grecque. La Grèce est un pays d'un peu plus de 10 815 197 d'habitants. La Grèce est un pays membre de l'Union Européenne. Le fait que l'Union Européenne (UE) n'arrive pas à régler la crise grecque ne devrait-il pas ouvrir les yeux de nos dirigeants sur les réelles intentions et motivations de l'UE ? Car si les motivations de l'UE sont humanistes que ne commencerait-elle pas au pas de sa porte ? Si l'UE ne peut pas régler ou ne veut pas régler la crise grecque, comment voudrait-elle ou pourrait-elle aider les africains ? Quelle est la situation de l'UE aujourd'hui ? La situation de celle avec qui les gouvernements africains veulent imposer leurs peuples à contracter un APE nous permet de savoir aussi les véritables intentions de l'UE.

«10 années après le NON majoritaire du peuple français, au référendum sur la création d'une constitution européenne, paraphée en partie par François Hollande à Lisbonne, où en est cette Europe ? Des économies plongées dans l'austérité, des guerres, des nations démantelées, une monnaie affolante, un chômage de masse jamais atteint depuis 80 ans, des droits et des acquis sociaux rabotés ou supprimés, des libertés bafouées, des services publics livrés aux multinationales, des travailleurs paupérisés et une explosion de la pauvreté quand les riches n'ont jamais été aussi riches, la montée de l'extrême-droite, de la xénophobie et du racisme... nous sommes bien loin des propos rassurants de Schumann il y a 65 ans et bien loin des promesses du camp du OUI, il y a 10 ans. Et aujourd'hui, on nous demande l'union sacrée nationale pour défendre ces politiques supranationales austéritaires, vraiment ils nous prennent pour des ignorants. »(1)

Rappelons que l'UE c'est une population d'un peu plus de 507, 4 millions d'habitants contre un peu plus de 300 millions d'habitants et un peu plus de 1,1 milliard d'habitants respectivement pour la CEDEAO et l'Afrique. L'UE ne peut pas aider ses 507 millions d'habitants et elle viendrait avec les APE aider les 300 millions d'ouest africains ? 1,1 milliard d'habitants ?

« Cinquante-cinq pour cent de la hausse totale du chômage mondial entre 2007 et 2010 sont survenus dans la région des économies développées et de l'Union européenne, alors que cette région ne compte que pour 15 pour cent de la population active mondiale. Après un repli de 2,2 pour cent en 2009, l'emploi a encore reculé de 0,9 pour cent en 2010. L'industrie a ainsi perdu 9,5 millions d'emplois entre 2007 et 2009. »(2).

Si après cela les dirigeants africains ne voient pas que l'UE en voulant faire de leurs pays de grands marchés Sandaga, d'Abobo, et de Kano ne vise qu'à leur faire accepter – suprême suicide - l'exportation de leurs emplois, cela accrédirait définitivement la sagesse populaire africaine pour qui « *ku la eumbal sa sankal, eumbal la sa kersa* ». C'est pourquoi il faut demander aux 11 présidents signataires (3) en catimini des APE le 15 décembre 2014 à Abuja s'ils pensent que l'UE aime plus les africains que les grecs, les portugais, les espagnols et les italiens.

En réalité, l'UE ne vient pas pour l'*aid* mais pour le *trade*. Mais alors, au nom de quoi la CEDEAO devrait-elle subventionner les produits provenant de 28 états de l'UE contre les produits de 16 états de la Gambie, du Burkina, du Bénin, du Sénégal... ? Au nom de quoi le Sénégal devrait-il participer à un détournement de commerce au profit des multinationales de l'UE au détriment du Nigéria, de la Côte d'Ivoire, du Ghana... ?

Les avertissements de LENINE qui datent du 23 août 1915, malgré leurs 100 ans, n'ont pris aucune ride. Méditons-en deux :

-« Les États-Unis d'Europe, en régime capitaliste, seraient comme une entente pour le partage des colonies. ».

-« Au point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire des exportations de capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires. »(4)

C'est pourquoi, les députés européens qui sont contre les APE et les organisations des 28 pays de l'UE qui défendent la sortie de leur pays de l'UE sont des alliés objectifs de ceux qui en Afrique se battent contre les APE. A l'exception des usurpateurs du Front National français et des autres extrêmes-droites héritiers des nazis aux discours populistes mais qui ne sont rien d'autre que des agents du capital contre les travailleurs et les peuples du centre et de la périphérie du système. Si les opposants à l'impérialisme et au capitalisme avaient scientifiquement caractérisé l'UE avant son édification, une réflexion s'impose aussi sur nos CEDEAO, SADC, UA... Sommes-nous en mesure de dire 100 ans après LENINE que : les Etats-Unis d'Afrique de l'Ouest, en régime semi colonial, seraient comme une entente au service des colons ? Sommes-nous en mesure de dire que : les Etats-Unis d'Afrique de l'Ouest sont, en régime semi colonial, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires ?

Que proposer à la place des APE de l'UE réactionnaire ?

-La réciprocité ce n'est pas seulement : « vos produits entrent dans l'espace UE sans payer de droit de douane alors laissez mes produits entrer dans l'espace CEDEAO sans payer de droit de douane ». La réciprocité pourrait être : « mes produits entrent dans votre espace CEDEAO en payant des droits de douane alors vos produits commenceront à payer des droits de douanes pour entrer dans mon espace UE ».

-le Sénégal, ainsi que 11 autres pays ne sont pas obligés de signer les APE car faisant partie des Pays les Moins Avancés (PMA)

-depuis le sommet Chine-Afrique de 2006, les produits africains bénéficient d'une ouverture totale du marché chinois sans aucun droit de douane (5). Refuser de signer les APE et proposer les produits africains aux 1,3 milliards de consommateurs chinois parmi lesquels 300 milliardaires en dollars et une classe moyenne de plus de 400 millions d'individus. Faire pareil avec les autres membres des BRICS. Développer davantage encore la transformation des matières premières sénégalaises pour les 12 millions de sénégalais, les 300 millions d'habitants de la CEDEAO et les autres 700 millions d'africains....

***Guy Marius SAGNA est le coordonnateur de la Coalition nationale NON AUX APE**

- 1) Cercle Ouvrier du Bassin Minier Ouest du Pas-de-Calais, cahier n°170

- 2) Organisation internationale du travail (O.I.T.), "Tendances mondiales de l'emploi 2011"

-3) il s'agit des présidents du Sénégal, du Bénin, du Niger, de la Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Guinée Bissau, Libéria, Burkina Faso, Mali, Cap Vert, Ghana

- 4) Lénine, Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe, 23 août 1915

- 5) Jean-Paul Pougala, Et si les africains de Chine servaient d'instrument de conquête du vaste marché chinois aux industriels africains du RINVINDAF ? 11 février 2015

Source : **Investig'Action**

Burkina Faso : le président de transition obligé de confier sa sécurité aux hommes de Compaoré

Nommé président de transition après la chute de Blaise Compaoré fin octobre dernier, Michel Kafando a voulu éviter les bruits de botte à la Présidence de la République. Pour sa sécurité, il a pris les mêmes « sécuocrates » qui ont protégé Compaoré pendant 27 ans. De Boureima Kéré* (Chef d'état-major particulier) jusqu'à Céleste Coulibaly ** (Chef de corps du Régiment de la sécurité présidentielle) en passant par Théophile Nikiéma*** (Chef du cabinet militaire du président), les hommes de Compaoré tiennent finalement le principal pilier du pouvoir : la sécurité du palais.

Par : **Jean-Pierre BEJOT**



C'est un jeu des chaises musicales auquel a été contraint de se soumettre le président du Faso sous la pression du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) qui avait déjà formulé ces exigences le 30 décembre 2014 et les a réitérées, avec plus de fermeté, le mercredi 4 février 2015. Soixante-douze heures plus tard, le vendredi 6 février 2015, satisfaction leur était donnée après que la « crise » ait mobilisé bien du monde, au Burkina Faso, en Europe et au sein des Nations unies.

Il n'est pas certain que ce coup de force du RSP soit bien perçu par la société civile et les leaders politiques qui avaient exigé sa liquidation pure et simple. Du coup, son service « com » s'est fendu d'un long mémoire visant à « *rappeler comment et pourquoi le RSP a été*

créé, comment il a évolué [...] à quoi il peut servir aujourd'hui dans un contexte sous-régional instable et sous diverses menaces ». On y apprend notamment que ce régiment compte 1.300 hommes (soit, semble-t-il, plus de 10 % de l'effectif total des armées burkinabè), « *presque tous fantassins et commando-parachutistes* », qu'il a formé les sécurités de divers pays à leur demande au cours des dix dernières années (Guinée Conakry, Sao Tomé & Príncipe, RCA et « récemment », Côte d'Ivoire).

On y apprend aussi que le Burkina Faso « *a connu au bas mot une quinzaine de coups ou tentatives de coups d'Etat* », que le RSP est « *une force d'élite, courageuse, solidaire, bien formée et régulièrement entraînées* », « *au service des Burkinabè pour la défense* » et non pas « *lié à un individu* » (sous-entendu à Blaise Compaoré). Le RSP reconnaît quelques dérives, « *des cas erratiques [qui] n'étaient pas imputables à l'ensemble de la troupe* ». Au titre de ces dérives : « *l'affaire David Ouédraogo* » en décembre 1997 et « *l'autodafé odieux de Sapouy en décembre 1998* ». Le mémoire du RSP souligne que l'enquête mettra en cause, dans le premier cas, « *deux sous-officiers et quelques militaires du rang peu lettrés, et obéissant en cachette probablement à des ordres d'un civil, à l'insu de la hiérarchie, pour de l'argent* », et dans le second cas, « *(presque) les même suspects sérieux* ».

En fait « *l'affaire David Ouédraogo* » et celle de « *l'autodafé de Sapouy* » sont liées. David Ouédraogo était le chauffeur de François Compaoré, le frère de Blaise et son conseiller économique, mis en cause dans une affaire de vol, et « *l'autodafé* » fait référence au meurtre du journaliste Norbert Zongo et de ses compagnons (ils ont été brûlés dans leur 4 x 4) qui enquêtaient sur cette « *affaire David Ouédraogo* ». Un conseil pour le RSP : acquérir d'urgence un dictionnaire afin d'y lire la définition du mot « autodafé » : « *Exécution par le feu d'hérétiques* ». Zongo était-il, dans cette affaire, un « hérétique » ? On notera par ailleurs qu'au sujet des « *mutineries* » de 2011, le RSP affirme avoir « *participé à l'arrêt des débordements [...] à Bobo Dioulasso, de concert avec d'autres forces de défense et de sécurité* ».

C'est là une lecture particulière de l'histoire des « *mutineries* ». Le RSP aurait donc mis un « *arrêt aux débordements* » mais n'aurait pas participé (et moins encore servi de déclencheur) à ce mouvement. Sans chercher ailleurs, je reprends le papier de Diogène Traoré publié par lefaso.net le 20 avril 2011. Traoré écrit : « *Jeudi 14 avril [2011], 21 heures, les éléments du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) ont pris des armes, pour des questions de primes, et semé la terreur, la peur et la désolation dans la ville de Ouagadougou. Très vite, par un effet de domino, les éléments basés au « Conseil », les soldats du Camp Guillaume et ceux du Camp Sangoulé Lamizana, prennent le relais, soumettant notre capitale à une psychose digne d'un autre âge* ». Traoré ajoute : « *Le vendredi 14 furent remplacés le chef d'état-major général des armées et le chef de corps du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP), puis le samedi 15, furent limogés les chefs d'état-major de l'armée de terre, de*

l'armée de l'air et de la gendarmerie ». On est bien loin d'une simple participation « à l'arrêt des débordements » à Bobo Dioulasso. C'est à la suite de ces « mutineries » que le colonel Boureima a pris la suite, le 15 avril 2011, du lieutenant-colonel Omer Bationo, à la tête du RSP depuis le 24 avril 2007.

Quant aux événements du 30 décembre 2014, ils sont qualifiés de « *mouvement d'humeur* » qui « *semble sonner comme un élan de solidarité d'hommes et de femmes [...] qui souhaitent être utiles en tant que structure forte, républicaine, et sans la stigmatisation de garde prétorienne au service d'un individu* ». Par contre, le mémoire fait l'impasse sur le « *mouvement d'humeur* » du mercredi 4 février 2015. Peu importe, le RSP rappelle ses revendications : « *La non dislocation du RSP, la nomination du colonel-major Boureima Kéré à l'état-major particulier de la présidence et du lieutenant-colonel Céleste Coulibaly comme chef de corps* ».

Le mémoire ajoute curieusement : « *Probablement pour leur passé intègre, leur humilité et l'ardeur au travail, mais aussi pour avoir des garanties que plus tard le gros de la troupe ne soit pas inutilement sacrifié* ». Le RSP, dans ce mémoire, fait aussi référence au général Gilbert Diendéré, « *qui n'est plus à présenter* ». « *Il a été souhaité que l'on exploite ses compétences indéniables comme conseiller par exemple ; au lieu de s'en débarrasser. Des Américains auraient dit : « Si vous n'en voulez pas, donnez-le nous... »* ». Il est l'un des rares officiers généraux de la sous-région qui maîtrise autant les questions sécuritaires dans la zone sahélo-saharienne ».

Il n'est pas certain que ce mémoire serve beaucoup l'image du RSP qui, à travers ce document, voulait mettre fin « *aux faux, la rumeur, l'intoxication, etc.* » qui « *prennent le dessus sur la réalité et la vérité* ». D'autant que le RSP, pour justifier son maintien au sein des Forces armées nationales (FAN) burkinabè, joue la carte de « *la menace islamiste qui se rapproche de plus en plus* » et celle du complot de ces « *voix de l'extérieur* » qui « *pour mieux fragiliser le Burkina face au péril islamiste* » prône la disparition du RSP. « *Le piège géopolitique est clair, ajoute le mémoire du RSP : tuer le « chien méchant » du supposé puissant voisin pour passer en préséance* » !

* **Boureima Kéré**, né en 1961 dans le département de Koumbia, province du Tuy, a appartenu dès 1985 au 1er Bataillon du Centre national d'entraînement commando de Po (CNEC), ancêtre du RSP créé lui le 21 novembre 1995. Il a été l'aide de camp du président Blaise Compaoré à compter de 1989 avant d'être appelé au bureau militaire de la présidence du Faso puis de devenir le patron du RSP à la suite des « mutineries » de 2011

** **Céleste Moussa Coulibaly**, né en 1971 à Ouagadougou, est le dernier aide de camp du président Blaise Compaoré. Il avait été nommé à ce poste en juillet 2008. Il l'a accompagné dans son exil en Côte d'Ivoire puis au Maroc. Il a fait toute sa carrière au sein du RSP où il a

été affecté en 1996 à l'issue de sa formation à l'Académie Georges Namoano. Il a été successivement commandant de la 1ère compagnie d'intervention, commandant du groupement des unités d'intervention, commandant du groupe des unités spéciales.

*** **Théophile Nikiéma**, ingénieur des techniques en agronomie, spécialisé en bionomie, formé au Canada, a suivi les cours de l'Ecole de guerre au Cameroun en 2011-2012 avant d'être détaché, en août 2013, à l'état-major particulier du président du Faso (EMP-PF) comme directeur de la documentation extérieure après avoir été formé au « renseignement » à Munich et à Taipei.

Source : La Dépêche Diplomatique

Titre originel : **Le Burkina Faso de Michel Kafando. Chronique d'une transition « d'exception ».**

Le Projet franco-américain de partage du Nigéria et du Cameroun se concrétise !

Le Nigéria, en Afrique de l'Ouest, et le Cameroun en Afrique centrale, sont ainsi devenus des verrous à faire sauter pour le contrôle total du Golfe de Guinée par les USA, et de la Zone sahélo-sahélienne par la France. En effet, la puissance économique du Nigéria, ainsi que les ressources pétrolières du Golfe de Guinée et la présence effective de la Chine dans la zone, dérangent les grandes puissances du monde.

Par **Ibrahima Sene**



Boko Haram : le cheval de Troie

En Afrique, nous vivons dans un monde d'affrontements économiques entre nations, opposant deux blocs : les nouvelles puissances planétaires que sont désormais la Chine, l'Inde, la Russie regroupés avec d'autres au sein des BRICS, d'une part, et, d'autre part, les Etats-Unis et l'Union Européenne dont la France est le fer de lance.

Dans le contexte international morose actuel, le choc violent entre les deux blocs est aujourd'hui à l'œuvre tant en Europe de l'Est (crise Ukrainienne), qu'au Moyen Orient (crise Syrienne et Irakienne), et en Afrique, avec la crise dans la Zone Sahélo Sahélienne (Mali et Centrafrique), et la crise dans le Golfe de Guinée (Nigéria et Cameroun). Dans ce cadre, le Golfe de Guinée, dont les ressources naturelles sont convoitées de toutes parts, est devenu le champ de bataille où les USA ont déployé une puissante Armée

d'intervention, AFRICOM, pour la maîtrise des produits de base nécessaires à leur économie, à l'exclusion des pays des BRICS, la Chine notamment.

Le Nigéria, en Afrique de l'Ouest, et le Cameroun en Afrique centrale, sont ainsi devenus des verrous à faire sauter pour le contrôle total du Golfe de Guinée par les USA, et de la Zone sahélo sahélienne par la France.

En effet, la puissance économique du Nigéria, ainsi que les ressources pétrolières du Golfe de Guinée et la présence effective de la Chine dans la zone, dérangent les grandes puissances du monde, y compris l'Arabie Saoudite et le Qatar en tant que pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Pour ces deux pays de l'OPEP, l'arme de « destruction massive » contre le Nigéria, est la « spéculation à la baisse du prix du baril du pétrole ».

De même que le Cameroun, qui a connu une diversification géographique de ses partenaires, avec l'augmentation de la part de l'Asie dans les échanges qui est passée de 9% en 2004 à 16% en 2010, contre 68% à 38% pour l'Union européenne, et qui a enregistré, ces trois dernières années, un renversement spectaculaire dans ses rapports avec les bailleurs de fonds.

C'est ainsi que la Chine est devenue, entre 2009 et 2011, le principal bailleur de fonds du Cameroun avec 34% en moyenne du total, loin devant la France qui vient en seconde position avec 17%.

Le Nigéria est devenu récemment, la première puissance économique de l'Afrique et le pivot central de l'intégration ouest africaine dans le cadre de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest). Le Cameroun est la première puissance économique de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), et le pivot de l'intégration des Etats du Centre dans le cadre de la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale). En outre, le Cameroun bénéficie d'une position géographique qui lui fait assurer un rôle de jonction entre le Nigeria et l'Afrique centrale, dans le positionnement géostratégique des grandes puissances autour du Golfe de Guinée.

Tous ces deux pays sont la cible directe de BOKO Haram, qui se réclame de l'Etat Islamique, et qui menace leur intégrité territoriale dans le but évident d'entraîner leur effondrement économique, et leur partition en micro Etats.

En ciblant le Cameroun en plus du Nigéria sans aucune raison politique, Boko Haram s'avère donc être le cheval de Troie de l'offensive franco-américaine pour parachever leur contrôle stratégique dans la zone sahélo sahélienne et dans le Golfe de Guinée.

Boko haram, ne contrôlant aucune zone pétrolifère, et évoluant dans la partie la plus défavorisée du Nigéria, étonne par sa puissante armée et sa puissance de feu, contre lesquelles l'Etat de la première puissance économique et de la plus puissante armée de la CEDEAO, peine à faire face.

Ce paradoxe est présenté dans l'opinion internationale comme étant le résultat d'une politique désastreuse de l'Etat dans sa partie Nord, et par la corruption qui le gangrène et rend son armée impotente.

Cependant, l'on peut se demander comment le Nigéria a-t-il pu se hisser à la première place de l'économie du continent, et ses nationaux avoir le contrôle de leur économie, si la corruption y était relativement plus développée que dans les autres pays d'Afrique ?

Ne nous a-t-on pas toujours dit que la corruption est l'élément explicatif de notre retard économique ?

De même, l'inefficacité de l'Armée nigériane tient aussi, en grande partie, de l'épée de Damoclès que la Cour pénale Internationale(CPI) tient au-dessus des têtes des autorités gouvernementales et de l'armée, avec la procédure judiciaire qu'elle a entamée pour enquêter sur des allégations de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité », qui seraient commis dans la lutte contre Boko Haram.

En outre, l'incapacité du pouvoir et de l'opposition à se retrouver avec l'appui des organisations de la société civile, pour mettre en place un large front de défense de l'intégrité de leur territoire et de la sécurité de leurs citoyens, n'a pas manqué de jouer sur le moral des troupes qui ne sentent pas derrière elles, le soutien de leur peuple dans cette épreuve.

Au contraire, les préoccupations électoralistes, qui divisent les forces vives de la Nation, l'emportent sur le sursaut national salvateur, même quand les observateurs prévoient une crise postélectorale majeure, de laquelle l'unité du Nigéria risque de pâtir.

C'est dans ce contexte que les USA viennent de jeter le masque en critiquant, sous prétexte du respect nécessaire du calendrier électoral, le report des élections décidé par la Commission Electorale du Nigéria, que le principal parti de l'opposition a repris à son compte en organisant des manifestations de désapprobation dans les rues.

Cette position de l'opposition nigériane, qui refuse de voir que l'insécurité au Nord du fait de Boko Haram, transforme en vulgaire parodie de la Démocratie, toute tenue des élections avant son éradication totale, rappelle tristement celle de l'opposition du Mali, dont les conséquences désastreuses ont rendu, aujourd'hui, ce peuple et son armée nationale, impuissants devant les tentatives de matérialisation de la partition du pays. Les USA misent ainsi sur l'opposition pour la tenue de ces élections dans ce contexte d'insécurité et de division politique, qui menace d'instabilité ce pays et sa sous-région.

De même, après avoir pris la pleine mesure des conséquences de cette crise post-électorale, combinée avec les agressions de Boko Haram, qui vont créer les conditions idéales de partition du Nigéria, avec ses répercussions inévitables sur l'intégrité territoriale du Cameroun, la France a anticipé sur cette situation en perspective.

C'est la raison pour laquelle, elle a actionné le Tchad, son « bras armé dans la Zone sahélo sahélienne, pour prendre les devants, en occupant militairement une partie du Nigéria, sous prétexte de voler secours à ce peuple meurtri, en y entraînant le Niger, au nom de la défense de sa sécurité !

Mais le gouvernement du Cameroun, qui a très tôt perçu les menaces que fait peser Boko Haram sur l'intégrité de son territoire, n'a pas hésité à s'adresser à la Russie pour mieux équiper ses forces armées et de défense.

Les pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) dont le Cameroun est l'un des principaux pivots économiques et militaires, viennent de décider d'un soutien de 50 milliards de francs CFA à ce pays pour mieux faire face, alors que les membres de la CEDEAO se signalent par leur absence totale de solidarité envers le Nigéria.

Il est vrai que l'unité des forces vives du Cameroun autour de leur gouvernement et de leurs forces armées et de sécurité, a fait cruellement défaut au Nigéria, et sert de prétexte aux Etats de la CEDEAO, dont les Chefs s'alignent derrière les USA sur la question du respect du « calendrier électoral », comme ils le firent au Mali, sans en avoir tiré les conséquences sur les graves risques de partition de ce pays qu'ils ont ainsi favorisés.

Cependant, la France ne se suffit pas de son « bras armé » pour s'assurer une présence durable sur le sol Nigérien, sans être mise à l'index. C'est la raison de son agitation actuelle pour l'envoi d'une force internationale que l'UA avait refusé lors de son dernier sommet qui a promu le Président Mugabe du Zimbabwe à sa tête, compte tenu de l'expérience de ces types d'intervention en Afrique, et récemment au Mali. L'Union africaine avait préféré une forme africaine qui devra compter 8 700 hommes issus des pays de la ligne de front : Cameroun, Tchad, Nigeria, Niger.

Ainsi, avec ce projet Franco-américain, c'est tout le rêve, qui est investi par les panafricanistes dans la réalisation de la CEDEAO et de la CEEAC, qui risque de se briser.

Tous ensemble pour le report des élections au Nigéria, la mise en place d'un Gouvernement de salut national, et pour l'annulation des procédures judiciaires de la CPI, pour libérer ce pays de Boko Haram et sauver la CEDEAO et la CEEAC des peuples !

Source : Investig'Action

Ibrahima Sene est PIT/SENEGAL/ CDS

Les Bushmen ne sont pas éternels

Les premiers diamants extraits du territoire ancestral des Bushmen, les derniers chasseurs-cueilleurs d'Afrique sub-saharienne, ont été mis en vente pour la Saint-Valentin [14 février 2015], alors que ceux-ci sont toujours victimes des persécutions du gouvernement botswanais qui tente de les expulser de la réserve du Kalahari central.

Par **Lucille Escartin**



Le gouvernement botswanais a toujours nié que les diamants étaient à l'origine des expulsions illégales et forcées dont les Bushmen ont été victimes entre 1997 et 2005 – la protection de la faune sauvage était l'une des raisons qu'il invoquait.

Mais il a révélé son hypocrisie en autorisant l'exploitation de diamants et la fracturation hydraulique dans la réserve.

En 2002, Festus Mogae, le président du Botswana alors au pouvoir, avait affirmé : '*Aucune exploitation minière ni aucun projet futur ne sont prévus à l'intérieur de la réserve*'. En 2014, Gem Diamonds ouvrait néanmoins une mine de diamants estimée à 4,9 milliards de dollars sur le territoire ancestral de la communauté bushmen de Gope.

Lord Jones, Jenny Tonge et Hilary Benn, ex-membres et membres actuels du Parlement britannique, ont également démenti que les expulsions des Bushmen étaient dues à la découverte de diamants sur leur territoire.

En 2004, Lord Jones dénonçait : *'Survival International continue de prétendre que les Bushmen ont été forcés de quitter leurs terres en raison des diamants... Aucun gisement de diamants économiquement viable n'a été découvert dans la réserve du Kalahari central'*.

Les Bushmen du Kalahari ont vécu de manière durable aux côtés de la faune de la réserve durant d'innombrables générations, pourtant, ils sont toujours persécutés au nom de la conservation. Ceux qui sont surpris en train de chasser pour nourrir leur famille sont arrêtés, battus et torturés.

En 2015, le général Khama, président du Botswana et membre du Conseil d'administration de l'organisation américaine Conservation International, accueillera dans son pays la conférence de United for Wildlife sur le commerce illégal d'espèces sauvages. Le consortium des plus grandes organisations internationales de conservation, dirigé par les princes Harry et William, a été amplement contesté pour ignorer le fait que les peuples indigènes qui chassent pour se nourrir ne sont pas des braconniers.

Stephen Corry, directeur de Survival International a déclaré aujourd'hui : *'Le droit des Bushmen à pratiquer la chasse de subsistance est un droit humain fondamental qui a été confirmé par la Haute cour botswanaise, mais le général Khama a illégalement interdit la chasse dans tout le pays – exception faite pour les riches chasseurs de trophées. Au nom des Bushmen concernés par cette interdiction, Survival International appelle la Conférence de United for Wildlife à publier un manifeste sur la chasse de subsistance. Qu'est-ce qui est le plus criminel : pratiquer la chasse ou la bannir?'*

Notes :

- 1) Survival International a répertorié dans ce rapport plus de 200 cas d'abus dont ont été victimes les Bushmen au nom de la conservation.
- 2) Lire un dossier d'information de Survival sur la question des diamants de la Réserve du Kalahari central et l'expulsion des Bushmen.
- 3) La campagne de sensibilisation de Survival 'Les diamants ne sont pas éternels' concernant les expulsions des Bushmen a conduit Iman, top-modèle somalienne, à rompre son contrat avec la compagnie De Beers, laquelle a, par la suite, vendu sa concession à la compagnie Gem Diamonds.
- 4) Lire l'article de Stephen Corry, extrait du dossier de la campagne 'Les parcs ont besoin des peuples' de Survival International, sur les raisons pour lesquelles la conservation ne parvient pas à atteindre ses objectifs.

Source : Survival international

Comment conjurer la « malédiction des ressources » en Afrique?

Un des problèmes des économies fondées sur l'exploitation minière est la diversification. Bien sûr, avoir des ressources naturelles à vendre à l'étranger est extrêmement bénéfique pour un pays, mais le profit des ressources peut vite devenir une « malédiction des ressources ». Dans cet article, le ministre de la Science et de la technologie en Afrique du Sud explique les stratégies adoptées par son pays pour devenir un pays avec une économie viable et enviable.

Par **Naledi Pandor***



Naledi Pandor

Nous, en Afrique du Sud, avons réussi à diversifier notre économie : selon le groupe de conseil McKinsey, nous faisons partie des quatre économies les plus diversifiées en Afrique (les trois autres sont l'Egypte, Tunisie, Maroc). D'autres pays n'ont pas eu cette chance. Récemment il y a eu de nouvelles découvertes de minerais au Ghana, en Ouganda, en Tanzanie et au Mozambique. Ces pays africains seront-ils en mesure d'éviter la « malédiction des ressources »?

Le mécanisme de « malédiction des ressources » fonctionne comme suit: d'abord, les exportations de pétrole ou d'autres ressources naturelles provoquent une surévaluation de la monnaie nationale. Puis, une monnaie plus forte rend les autres exportations, dans l'agriculture ou dans l'industrie manufacturière, moins compétitives et les pousse en dehors du marché international. Mais le problème est que ces autres exportations sont souvent meilleures pour la croissance et le développement d'un pays. Par exemple, la découverte de pétrole au Nigeria dans les années 1970 a conduit à la destruction de la production de cacao et de l'arachide qui employait beaucoup plus de personnes que le secteur du pétrole, du gaz ou des minerais.

Cela signifie que les exportations de ressources naturelles brutes faussent la croissance et détournent l'économie de l'industrialisation. En effet, l'exploitation minière dévore beaucoup de terrain, conduit à la concentration de la propriété, et emploie peu de travailleurs. Elle attire les investissements au détriment de la fabrication manufacturière et les exportations de biens et services qui utilisent moins de terres, diffusent la propriété, et qui emploient plus de personnes.

On sait éviter de tomber dans le piège de la malédiction des ressources, mais les gouvernements sont incapables de suivre les recommandations des économistes. Il n'est pas toujours possible d'abaisser le taux de change ou de mettre en place un fonds de stabilisation. Pourtant, certaines mesures mises en place par l'Afrique du Sud, un ancien pays riche en ressources, ont permis de diversifier son économie. Ce modèle peut inspirer d'autres pays. Deux mesures essentielles : la valorisation et la localisation. Les deux processus se chevauchent. Les deux procédés sont compliqués et complexes. L'Afrique du Sud a récemment introduit des politiques basées sur les deux mécanismes. L'objectif des deux est de promouvoir le développement local.

Il y a quarante ans la Corée du Sud avait un avantage comparatif dans la culture du riz. Si elle s'était contentée de ce seul avantage, elle ne serait pas devenue le géant industriel qu'elle est aujourd'hui. Elle aurait pu être le producteur de riz le plus efficace au monde, mais elle serait encore pauvre. Ce que nous dans le Mouvement des pays non-alignés avons à faire maintenant est de mettre en place les institutions, les politiques et les lois nécessaires pour assurer que les ressources naturelles bénéficient à tous nos citoyens. L'industrialisation est la voie normale du développement. Aucun des pays de l'OCDE n'est devenu pays à revenu élevé sans développer une base de fabrication manufacturière qui à son tour prévu a permis d'atteindre le plein emploi ou presque.

Dans le rapport des Nations Unies pour le développement industriel (2009) est noté clairement que : « Ce potentiel de croissance explosive réside dans l'industrie manufacturière. À mesure que celle-ci se développe, au lieu de se heurter à la pénurie des terres ou des ressources qui limitent inévitablement la croissance de l'agriculture ou les industries extractives, elle bénéficie d'économies d'échelle : les coûts unitaires baissent à mesure que la production augmente ».

Voici quelques exemples de ce que l'Afrique du Sud est en train de faire pour valoriser (avec le concours de la science et de l'innovation) et localiser le développement de l'exploitation des minerais. Le premier exemple est le titane. L'Afrique du Sud est le deuxième plus grand fournisseur de ce minerai qui permet de produire du métal de titane. Cependant, nous ajoutons un peu de valeur à ce minerai avant l'exportation.

Le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR) a mis au point un nouveau procédé grâce auquel le métal de titane peut être produit à partir de notre ressource minérale abondante. Ces nouvelles capacités peuvent positionner l'Afrique du Sud en tant que leader mondial dans la production, hautement concurrentielle, de poudre métallique de titane de haute qualité. Le titane est un métal convoité en particulier par l'industrie aérospatiale où les avions et les satellites doivent être plus légers en poids afin de consommer moins de carburant. Un autre exemple est le platine. Il y a dix ans, nous avons lancé le programme de l'hydrogène de l'Afrique du Sud (Hysa). Cela a marqué le début des activités de recherche et de développement par deux centres spécialisés, Hysa Catalyse et Hysa Systems.

Parallèlement, nous avons créé, « Clean Energy », une société sud-africaine de pile à combustible qui commercialisera initialement et, éventuellement assemblera et fabriquera des piles à combustible en Afrique sub-saharienne en partenariat avec Anglo Platinum et Power Systems Alteryg.

Un troisième exemple est le fluor. Il y a cinq ans, nous avons lancé l'usine pilote de fluoration multi-usage au Pelchem du site Necsca dans le Pelindaba. Grâce à cette initiative, l'Afrique du Sud a le potentiel non seulement de développer du capital humain nécessaire, mais aussi de réduire le déficit commercial dans le secteur chimique du pays grâce aux exportations, attirer les investissements étrangers directs, et accroître la recherche et le développement de haute technologie pour une plus forte base industrielle fluoro-chimique. Le développement de l'Afrique est notre priorité. La science et la technologie jouent un rôle crucial. Nous devons exploiter notre savoir comparatif et nos avantages de localisation pour créer des emplois et des moyens de subsistance pour le plus grand nombre possible de personnes.

*Naledi Pandor est ministre de la Science et de la technologie en Afrique du Sud.

Source : Lynx Togo

La vidéo du mois de MARS:

Cours N°3 Les Pensées Africaines de Libération

RUBEN UM NYOBE

Par Saïd Bouamama



*"Des premières braises aux premières armes,
une résistance à l'esclavage et à la colonisation continue"*

Regarder la [vidéo ici](#)

Le Journal de l'Afrique n°8



Mars 2015 - **INVESTIG'ACTION**

www.michelcollon.info

Distribution et diffusion gratuite

**Soutenez l'info indépendante,
Rejoignez les AMIS D'INVESTIG'ACTION**